

***Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et  
l'environnement***

**Conseil d'administration  
Séance du 17 mars 2022**

**Délibération n°5.1**

Le 17 mars 2022, le Conseil d'administration de l'Institut Agro s'est réuni sous la présidence de Dominique Chargé, en présentiel à Angers.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de présents : 29

Membres représentés (procuration) : 8

Quorum : 19

**Point 5 – Gouvernance**

**Délibération 5.1 - Délégation de pouvoir au profit de la Directrice générale et autorisation de la Directrice générale à déléguer aux directeurs d'école**

**Visa :**

Vu le décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019 relatif à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, notamment son article 9 ;

Vu décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 4 janvier 2021 portant nomination de la directrice générale de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement - Mme WACK (Anne-Lucie) ;

Vu le décret n°2021-1723 du 20 décembre 2021 portant intégration de l'Institut national supérieur des sciences agronomiques, de l'alimentation et de l'environnement (Agrosup Dijon) à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement ;

**Exposé des motifs :**

Par délibération n°3.1 en date du 29 janvier 2021, le conseil d'administration de l'Institut Agro a confié à Mme Anne-Lucie Wack, Directrice générale, une délégation de pouvoir qui l'a également autorisée à déléguer certaines de ses attributions aux directeurs d'écoles interne d'AGROCAMPUS OUEST et de Montpellier SupAgro en reprenant les mêmes dispositions que celles contenues dans la précédente délibération.

Le décret n°2021-1723 du 20 décembre 2021 a intégré l'Institut national supérieur des sciences agronomiques, de l'alimentation et de l'environnement (Agrosup Dijon) à l'Institut Agro possédant désormais trois écoles : l'Institut Agro Montpellier, l'Institut Agro Rennes-Angers et l'Institut Agro Dijon.

Pour tenir compte de l'intégration de l'Institut Agro Dijon, il est proposé au conseil d'administration de l'Institut Agro de prendre une nouvelle délibération déléguant ses pouvoirs à la Directrice générale et l'autorisant à déléguer certaines de ses attributions aux directeurs d'écoles de l'Institut Agro Montpellier, l'Institut Agro Rennes-Angers et l'Institut Agro Dijon à ce jour conformément aux dispositions de l'article 9 du décret statutaire et reprenant les mêmes délégations que celles contenues dans la précédente délibération à l'exception du maintien de l'ordre et de la sécurité qui est une compétence donnée par le décret n°2021-1723 aux directeurs d'école.

Et compte tenu de cette nécessaire modification, il est également proposé de relever le seuil pour fixer les droits de scolarité à 15 000 €. Seules deux formations sont concernées par le relèvement de ce seuil de 10 000 € à 15 000 €.

Il s'agit du diplôme d'études spécialisés en Management de la Vigne et du Vin à Montpellier (droits scolaires s'élèvent à 11 400 €) et du Mastère spécialisé « sciences et management de la filière équine » (MESB) à Dijon pour un montant de 13 500€. N'est concernée par cette délégation la fixation des droits de scolarité des diplômes propres de l'établissement.

**ADOPTÉ :**           à 35 voix pour  
                  à 0 voix contre  
                  à 2 abstentions

Le conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 17 mars 2022, délègue à la directrice générale ses pouvoirs pour :

- a) Fixer le montant des droits de scolarité acquittés par les étudiants inscrits à une formation conduisant à la délivrance d'un diplôme propre de l'établissement, les stagiaires de la formation continue et les auditeurs libres ; dans la limite de 15 000 euros HT par inscription et le montant des rémunérations pour services rendus,
- b) Engager des locations d'immeubles dans la limite d'un loyer de 50 000 euros par an charges comprises.
- c) Signer les contrats, conventions et marchés :
  - Avec un impact financier au crédit de l'établissement, dans la limite de 1 000 000 euros HT ;
  - Avec un impact financier au débit de l'établissement, dans la limite de 1 000 000 euros HT.
- d) Assurer les dépôts de marques, brevets et de tous titres de propriété intellectuelle dans la limite de 20 000 euros HT par dépôt.
- e) Décider des actions en justice et signer des transactions dans la limite de 100 000 euros HT de préjudice initialement estimé et la signature des transactions dans la limite de 10 000 euros HT par transaction.
- f) Décider sur proposition de l'agent comptable des admissions en non-valeurs dans la limite de 10 000€.

Le conseil d'administration de l'Institut Agro autorise la directrice générale à déléguer aux directeurs des écoles de l'Institut le pouvoir de :

- Fixer le montant des droits de scolarité acquittés par les étudiants inscrits à une formation délivrée par leur école interne respective, conduisant à la délivrance d'un diplôme propre, ou concernant les stagiaires de la formation continue et les auditeurs libres dans la limite de 15 000 euros HT par inscription et le montant des rémunérations pour services rendus,
- Et pour les agents de l'Institut Agro qui exercent effectivement leurs fonctions dans leur école respective :
  - Décider des modulations individuelles des régimes indemnitaires dans le cadre des entretiens d'évaluations annuels ;

Fait à Angers, le 17 mars 2022

**Le Président du Conseil d'administration,  
Dominique Chargé**